



Panorama

de l'économie sociale et solidaire

EN FRANCE ET DANS LES RÉGIONS

Ce document est la première publication réalisée par l'Observatoire national de l'économie sociale et solidaire mis en place en 2008. Il présente les grandes données de cadrage des entreprises de l'économie sociale et solidaire en France et dans les régions.

L'économie sociale et solidaire (ESS) représente une part importante de l'emploi en France avec près d'un salarié sur 10 au 31/12/2006.

9,8 % de l'emploi
2,1 millions de salariés
203 000 établissements employeurs

Entre 2005 et 2006, près d'un emploi net sur cinq a été créé par les entreprises de l'économie sociale et solidaire, en particulier dans l'éducation, la santé, l'action sociale, le commerce et les services aux entreprises.

Des éléments complémentaires sur les contrastes régionaux, les poids des associations, coopératives, mutuelles et fondations selon les secteurs d'activité, et la répartition hommes - femmes sont également présentés.

¹ Voir lexique dans « Notes et informations » en dernière page

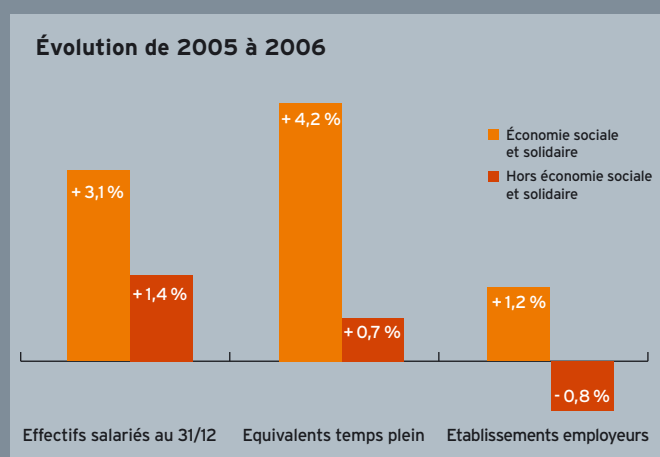
Poids & croissance

9,8 % DE L'EMPLOI AVEC 2,1 MILLIONS DE SALARIÉS DANS 203 000 ÉTABLISSEMENTS

	Économie sociale et solidaire (associations, coopératives, mutuelles, fondations)	Hors économie sociale et solidaire (autres entreprises et organismes publics)	Total	Part de l'ESS dans le total
Établissements employeurs	203 370	1 942 761	2 146 131	9,5 %
Effectifs salariés au 31/12	2 145 712	19 844 341	21 990 053	9,8 %
Équivalents temps plein	1 795 173	17 846 808	19 641 981	9,1 %

Source : Insee, Clap 2006 - Traitement : Observatoire National de l'ESS-CNCRES
Champ : France (DOM inclus), nombres d'établissements, effectifs salariés et ETP hors agriculture, sylviculture, pêche.

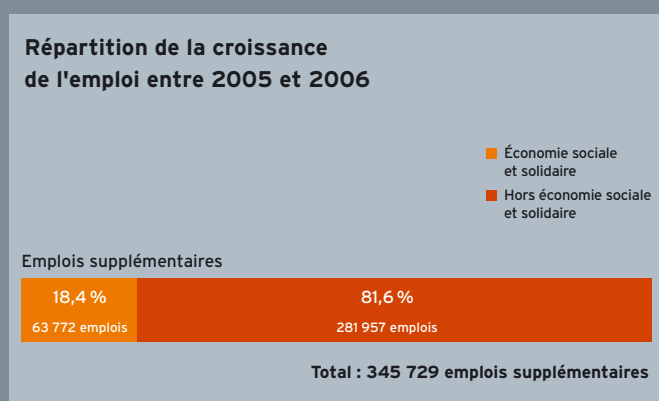
UNE CROISSANCE DE L'EMPLOI
DE 4,2 % EN UN AN



Source : Insee, Clap 2005-2006 - Traitement : Observatoire National de l'ESS-CNCRES
Champ : France, nombres d'établissements, effectifs salariés et ETP hors agriculture, sylviculture, pêche.

L'économie sociale et solidaire fait preuve d'un dynamisme de progression supérieur aux autres types d'entreprises et d'organismes, d'après la source Insee Clap. En particulier, les équivalents temps plein (ETP) ont un taux de progression nettement plus élevé dans l'économie sociale et solidaire qu'ailleurs (+ 4,2 % contre + 0,7 %) entre 2005 et 2006.

UNE CONTRIBUTION À LA CROISSANCE
DE L'EMPLOI TOTAL DE 18,4 %



Source : Insee, Clap 2005-2006 - Traitement : Observatoire National de l'ESS-CNCRES
Champ : France, effectifs salariés et ETP hors agriculture, sylviculture, pêche.

L'économie sociale et solidaire, qui regroupait 9,6 % des effectifs salariés en 2005, a contribué pour 2 fois plus (18,4 %) à l'augmentation de l'emploi entre 2005 et 2006 avec plus de 63 000 emplois supplémentaires. Dans le même temps, ce sont 72 000 équivalents temps plein supplémentaires créés en un an dans l'ESS, dont 56 000 dans les associations (en particulier dans l'Éducation, la Santé, l'Action Sociale pour 35 000 équivalents temps plein), et 11 000 dans les coopératives (principalement dans l'IAA, le commerce et les services aux entreprises). La progression des équivalents temps plein ayant été plus rapide que celle des effectifs salariés, l'emploi dans l'ESS a connu sur cette période un phénomène de consolidation.

UN SECTEUR STRUCTURÉ PAR 4 FAMILLES STATUTAIRES

	Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble économie sociale et solidaire
Établissements employeurs	21 964	6 896	173 533	977	203 370
Effectifs salariés au 31/12	295 225	117 006	1 675 612	57 869	2 145 712
Équivalents temps plein	280 831	107 295	1 358 304	48 743	1 795 173
Effectifs salariés moyen/employeur	13	17	10	59	11

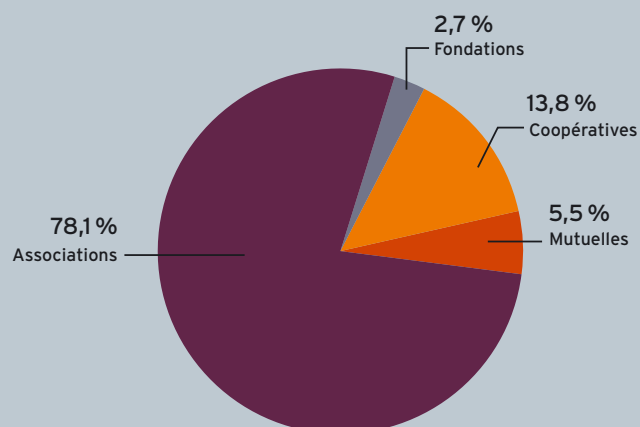
Source : Insee, Clap 2006 - Traitement : Observatoire National de l'ESS-CNCRE
 Champ : France, nombres d'établissements, effectifs salariés et ETP hors agriculture, sylviculture, pêche.

4 familles*

Les associations représentent plus des 3/4 des salariés de l'économie sociale et solidaire en France (78,1 %).

Selon la famille juridique, les effectifs salariés moyens par établissement varient dans une fourchette de 1 à 6, avec 10 salariés par association et 59 salariés par fondation (beaucoup de fondations gèrent des établissements médico-sociaux).

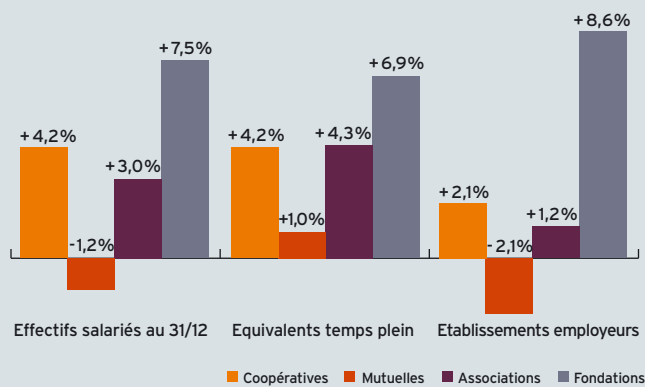
Répartition des effectifs salariés au 31/12 de l'économie sociale et solidaire selon la forme juridique



Source : Insee, Clap 2006 - Traitement : Observatoire National de l'ESS-CNCRE
 Champ : France, effectifs salariés hors agriculture, sylviculture, pêche.

DES ÉVOLUTIONS DIFFÉRENCIÉES

Évolution de 2005 à 2006 des 4 formes juridiques de l'économie sociale et solidaire



Source : Insee, Clap 2006 - Traitement : Observatoire National de l'ESS-CNCRE
 Champ : France, nombres d'établissements, effectifs salariés et ETP hors agriculture, sylviculture, pêche.

Les coopératives et associations affichent des taux de croissance significatifs (3 ou 4 % en effectifs salariés et en équivalents temps plein).

Au sein des mutuelles, celles de santé-prévoyance traversent une période de réorganisation qui se traduit par des fusions et regroupements (-2,1 % en nombres d'établissements), des réductions d'effectifs proportionnellement moins fortes (-1,2 % en effectif salarié) et une consolidation des temps de travail (+1 % des équivalents temps plein).

Les fondations sont dans une phase de développement, avec un taux de croissance annuel supérieur à 6,9 %.

*Ces données comptabilisent les établissements ayant tout type d'activité, dont l'insertion par l'Activité Économique, le commerce équitable, l'agriculture biologique, le tourisme social, etc., regroupées en diverses branches issues de la NES16 (cf. Secteurs d'activité), sauf lorsque l'entreprise ne relève pas de statuts de coopérative, mutuelle, association ou fondation.

Secteurs d'activité

L'ÉDUCATION, LA SANTÉ, L'ACTION SOCIALE, LES ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET L'ASSURANCE REGROUPENT LA MAJORITÉ DES EFFECTIFS

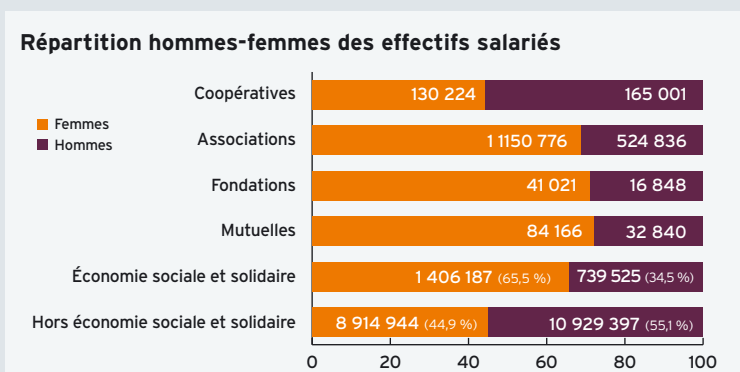
Secteurs d'activité (1)	Économie sociale et solidaire (associations, coopératives, mutuelles, fondations)	Estimation (6) de la répartition entre les familles juridiques (%)				Hors économie sociale et solidaire (autres entreprises et organismes publics)	Total
		Coopérative	Mutuelle	Association	Fondation		
Industries (2)	41 335	93,4	0,3	6,3		3 625 849	3 667 184
dont Industries agricoles et alimentaires	25 900	99,98		0,02		539 520	565 420
Construction	11 460	89,8		10,2		1 414 318	1 425 778
Commerce	61 549	91,1	6,6	2,3	0,01	3 007 094	3 068 643
Transports	14 928	42,8		57,2		1 095 009	1 109 937
Activités financières et assurance (3)	252 130	66,2	32,6	1,3		475 647	727 777
Activités immobilières	2 003	58,6	4,4	36,7	0,2	371 645	373 648
Services aux entreprises	95 394	12,3	0,3	82,5	5,0	2 868 709	2 964 103
Services aux particuliers (4)	154 878	1,2	0,1	98,0	0,7	1 215 960	1 370 838
Éducation, santé, action sociale	1 292 403	0,2	2,3	93,6	3,9	3 204 313	4 496 716
Administration ou non-classé (5)	219 632		0,1	99,3	0,6	2 565 797	2 785 429
ENSEMBLE	2 145 712	13,8	5,5	78,1	2,7	19 844 341	21 990 053

Source : Insee, Clap 2006 - Traitement : Observatoire National de l'ESS-CNCRS
Champ : France, effectifs salariés au 31/12.

Lire : Dans la Construction, les 11 460 salariés de l'économie sociale et solidaire sont employés pour 89,8 % d'entre eux par des coopératives et pour 10,2 % par des associations.

L'économie sociale et solidaire est massivement présente dans les activités financières et dans l'assurance (252 130 salariés, plus du tiers des emplois de ces secteurs en France, sous formes coopératives et mutualistes) et fortement dans l'éducation - santé - action sociale (1 292 403 salariés, 3 emplois sur 10 du secteur, sous formes associatives et mutualistes).

65,5 % DE FEMMES DANS LES EFFECTIFS SALARIÉS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE



En dehors des coopératives qui ont une typologie proche des autres types d'entreprises (44 % de femmes), les associations (avec 1,15 millions d'emplois occupés par des femmes), fondations et mutuelles sont très nettement féminisées avec des taux autour de 70 %.

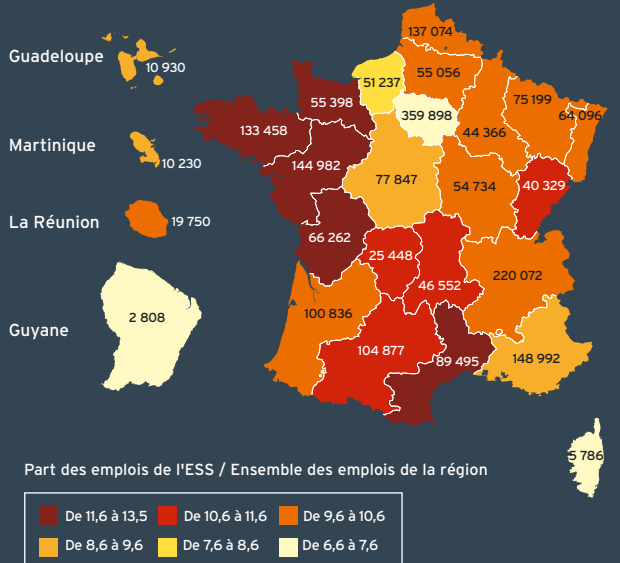
Source : Insee, Clap 2006 - Traitement : Observatoire National de l'ESS-CNCRS
Champ : France, effectifs salariés hors agriculture, sylviculture, pêche.

(1) Hors Agriculture, sylviculture, pêche (secteur EA - NES16) • (2) "Industries" totalise les lignes "Industries agricoles et alimentaires", "Industries des biens de consommation", "Industrie automobile", "Industrie des biens d'équipement", "Industries des biens intermédiaires", "Énergie" soit les secteurs EB, EC, ED, EE, EF, EG (NES16) (3) "Activités financières et assurance" correspond au secteur EL: "Activités financières" (NES16) • (4) "Services aux particuliers" regroupe à l'INSEE les Hôtels & restaurants, les activités récréatives, culturelles et sportives et les services personnels et domestiques • (5) "Administration ou non-classé" (ER) correspond à "Administration publique" pour le Hors ESS, et aux structures (essentiellement associatives) non-classées pour l'ESS • (6) Estimations de cases sous secret à partir des marges.

En région

UNE IMPLANTATION QUI VARIE DU SIMPLE AU DOUBLE

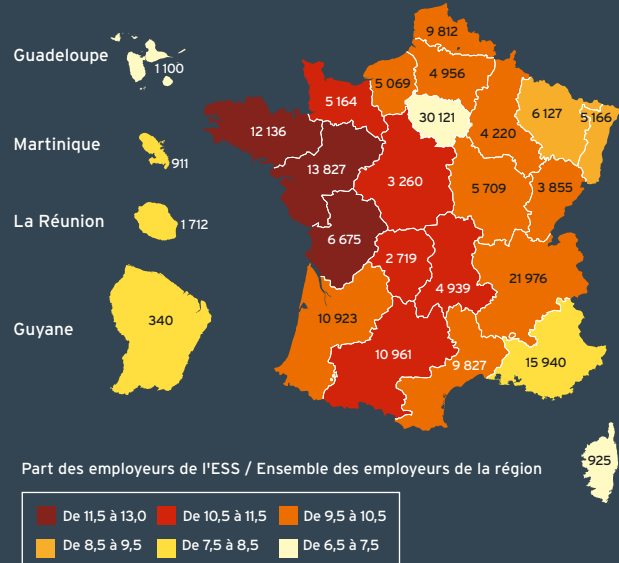
Les emplois de l'économie sociale et solidaire



Les chiffres indiqués sur la carte représentent les effectifs en termes d'emplois de l'économie sociale et solidaire par région et par DOM, hors agriculture, sylviculture, pêche.

La part des salariés de l'économie sociale et solidaire dans l'emploi total en région varie de 6,6 % (Corse) à 13,5 % (Bretagne). Quatre régions de l'Ouest-Nord Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes, Basse-Normandie) et le Languedoc-Roussillon se situent au dessus de 11,6 % (jusqu'à 3,7 % au dessus de la moyenne nationale à 9,8 %).

Les établissements employeurs de l'économie sociale et solidaire



Les chiffres indiqués sur la carte représentent le nombre d'établissements employeur de l'économie sociale et solidaire par région et par DOM, hors agriculture, sylviculture, pêche.

De même, la part des établissements employeurs de l'économie sociale et solidaire varie dans une fourchette de 6,5 % (Corse) à 13 % (Pays de la Loire).

NOMBRE D'EMPLOIS PAR FAMILLE JURIDIQUE POUR 1 000 EMPLOIS EN RÉGION

Régions	Dans les coopératives pour 1000 emplois de la région	Dans les mutuelles pour 1000 emplois de la région	Dans les associations pour 1000 emplois de la région	Dans les fondations pour 1000 emplois de la région	Ensemble ESS pour 1000 emplois de la région
Alsace	21,0	3,5	67,5	6,4	98,4
Aquitaine	16,1	4,7	78,5	2,8	102,1
Auvergne	14,3	5,3	88,7	0,3	108,6
Basse-Normandie	22,1	4,2	90,7	3,7	120,7
Bourgogne	16,0	10,4	74,5	2,6	103,5
Bretagne	26,6	6,6	98,2	3,2	134,6
Centre	16,0	6,7	70,6	2,4	95,7
Champagne-Ardenne	24,3	4,6	73,9	0,6	103,4
Corse	7,6	s	53,3	s	65,5
Franche-Comté	14,5	4,3	86,7	2,1	107,6
Guadeloupe	7,6	s	83,5	s	94,2
Guyane	1,9	s	63,4	s	68,0
Haute-Normandie	11,8	5,8	65,2	1,9	84,6
Île-de-France	5,8	4,5	54,2	3,9	68,4
La Réunion	7,2	s	81,8	s	98,7
Languedoc-Roussillon	18,1	7,0	97,4	0,6	123,2
Limousin	23,5	6,3	78,8	1,8	110,4
Lorraine	12,8	3,2	87,3	2,3	105,6
Martinique	8,8	4,1	77,3	1,4	91,5
Midi-Pyrénées	15,9	5,6	90,8	2,0	114,2
Nord-Pas-de-Calais	8,4	3,0	91,8	3,2	106,4
Pays de la Loire	21,6	4,9	95,9	1,1	123,6
Picardie	15,1	3,6	75,1	3,5	97,3
Poitou-Charentes	27,0	14,8	81,6	0,5	123,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10,5	4,7	78,6	1,6	95,3
Rhône-Alpes	12,1	6,9	80,0	1,6	100,6
Total France	13,4	5,3	76,2	2,6	97,6

Selon les régions, les poids des différentes familles juridiques vis-à-vis de l'emploi total traduisent des contextes historiques et sociaux variables. Les coopératives sont fortement implantées en régions Poitou-Charentes, Bretagne et Champagne-Ardenne. Cette première affiche également une nette spécificité concernant les mutuelles, en particulier pour les mutuelles d'assurance dont elle est le berceau. Les plus forts taux associatifs apparaissent en régions Bretagne, Languedoc-Roussillon et Pays de la Loire.

Grâce à l'appui de la Délégation Interministérielle à l'Innovation, à l'Expérimentation Sociale et à l'Économie Sociale (DIESES), en partenariat avec le Conseil national des chambres régionales de l'économie sociale (CNCRES), l'Insee a publié en juillet 2008 sur son site internet des données statistiques complètes et harmonisées sur les entreprises de l'économie sociale et solidaire pour les années 2005 et 2006, au niveau national et régional. Ces travaux se sont appuyés sur un périmètre défini conjointement par le CNCRES, le pôle « Études économiques régionales » de l'Insee et l'expertise de la DIESES (périmètre disponible sur insee.fr).

Cette initiative permet désormais de mesurer la place et le poids de ce secteur dans sa diversité et de préciser certaines caractéristiques de l'emploi et des rémunérations, en croisant les activités économiques des établissements et les catégories juridiques de ces entreprises d'économie sociale et solidaire.

L'Observatoire national de l'économie sociale et solidaire, créé par le CNCRES, publie ici les principales données de synthèse et salue l'avancée notable et fondamentale de ce travail qui permet pour la première fois :

1. de disposer de **données et de traitements homogènes**, au plan national, régional et local.
2. de rendre compte du poids des entreprises de l'économie sociale et solidaire par rapport à l'ensemble des **autres entreprises** (y compris les organismes publics) ainsi que dans les **secteurs d'activités**.
3. d'assurer le suivi, pluriannuel, des diverses **évolutions**.

L'Observatoire national travaille avec le réseau de compétences constitué par les CRES et leurs observatoires régionaux. Ces observatoires s'appuient également sur des conseils scientifiques composés de chercheurs, universitaires, praticiens et producteurs institutionnels d'études et analyses. Ses productions ont été rendues possibles par les partenariats financiers de l'Association des Régions de France, la Caisse des dépôts, la DIESES, CHORUM, la MACIF, MAIF et le Crédit Coopératif.

NOTES ET INFORMATIONS

Pour cette « première », on devra noter que :

- le champ observé concerne les établissements sous catégories juridiques d'association, coopérative, mutuelle et fondation. L'observation des organisations ayant des activités de commerce

équitable, agriculture biologique, finance solidaire, d'insertion par l'activité économique, éco-construction, etc., sous d'autres formes juridiques que celles-ci, relève de travaux complémentaires.

- les données traitées portent sur les seules structures ayant une fonction d'employeur.
- le secteur d'activité appelé « agriculture, sylviculture, pêche » a été exclu par l'Insee pour des raisons de difficultés de traitement de données issues de la MSA (Mutualité Sociale Agricole, structure de sécurité sociale spécifique au monde agricole).
- certains domaines des coopératives agricoles et associations du monde rural sont également mal couverts par le système Clap qui n'intégrera les données MSA de façon fiable et complète qu'en 2009.
- Environ 13 % des associations ne disposent pas d'un code d'activité explicite. Ces associations non-classées sont rangées à l'Insee dans la ligne « Administration » mais ne réalisent pas, contrairement à ce terme, de mission de service public. Pour éclaircir ce point, il a été choisi de renommer la ligne en « Administration ou non-classé ».
- Afin d'alléger la lecture, les activités industrielles ont été regroupées en une seule ligne nommée « Industries ».
- Enfin, les colonnes de données « Hors économie sociale et solidaire » comprennent les données des **organismes publics**, avec celles des entreprises classiques de droit privé. Ce choix de l'Insee rompt avec l'habitude des CRES qui effectuaient généralement des comparaisons par rapport aux entreprises de droit privé uniquement.

LEXIQUE

CLAP (Connaissance Locale de l'Appareil Productif) est un système d'information alimenté par différentes sources dont l'objectif est de fournir des statistiques localisées, par activité, sur l'emploi et les rémunérations. Le champ de CLAP est presque complet sur les salariés. CLAP prend en compte les effectifs de la Fonction Publique d'État (hors militaires du ministère de la Défense). Les données d'emploi résultent d'une mise en cohérence des sources DADS (Déclarations Annuelles des Données Sociales), URSSAF et Fonction Publique d'État.

NES 16 (Nomenclature Économique de Synthèse en 16 postes) est une nomenclature de grands secteurs d'activité. Elle est en concordance avec la NAF (Nomenclature d'Activités Française).

Contacts

CNCRES : Conseil national des chambres régionales de l'économie sociale

Bureau D 223 - 255 rue de Vaugirard - 75015 Paris

Président : Yannick Barbançon : president.cncres@orange.fr

Délégué général : Bernard Mérand - Tél. : 02 99 85 89 58 ; bmerand@cres-bretagne.org

Chargée de mission : Karine Melzer - Tél. : 01 40 43 33 87 / 06 85 73 91 92 ; contact-cncres@orange.fr

Pour plus d'information : www.cncres.org

Date de publication : décembre 2008